



Mercredi 3 décembre 1952, à 15 heures

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés: c) réforme
agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194 et Add.1, A/C.2/L.158/
Rev.1, A/C.2/L.160/Rev.1, A/C.2/L.186, A/C.2/L.187) [suite] 247

Président: M. Jiří NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés: c) réforme agraire: rapport du Secrétaire général (A/2194 et Add.1, A/C.2/L.158/Rev.1, A/C.2/L.160/Rev.1, A/C.2/L.186, A/C.2/L.187) [suite]

[Point 25, c*]

1. M. GARCIA (Philippines) demande au Secrétariat s'il ne pourrait pas faire distribuer le nouveau texte révisé des projets de résolution dont la Commission est saisie, étant donné que les auteurs de ces projets ont accepté plusieurs amendements.
2. M. WEINTRAUB (Secrétaire de la Commission) fait observer que les amendements dont il s'agit ne sont guère importants et il demande au représentant des Philippines de ne pas insister en faveur de sa demande, en raison de la nécessité où se trouve l'Organisation d'économiser le papier.
3. M. CHAUVET (Haïti) déclare qu'il avait l'intention de demander à prendre la parole au sujet de la réforme agraire, mais qu'il y a renoncé, étant donné la tournure politique qui a été donnée à la discussion lors de la séance précédente à propos de la réforme agraire au Maroc et en Tunisie. A son avis, la Deuxième Commission n'a pas qualité pour examiner l'aspect politique de ces questions.
4. M. KAZEMI (Iran) déclare que sa délégation approuve sans réserves l'esprit dans lequel sont rédigés les deux projets de résolution soumis à la Commission. Il partage le désir du représentant du Pakistan de voir les institutions financières internationales qui existent actuellement et le fonds spécial qu'il est proposé de créer, fournir les fonds nécessaires. Il est en outre fort satisfait de la recommandation qui figure au premier paragraphe du dispositif du projet de résolution du Pakistan (A/C.2/L.158/Rev.1).
5. Le projet de résolution commun (A/C.2/L.160/Rev.1) présente lui aussi un grand intérêt. Tout programme de développement économique d'ensemble doit réserver une place de premier rang à la mise en

valeur des terres arides, ainsi qu'au contrôle et à l'utilisation des ressources en eau, car ces mesures constituent la méthode la plus rapide et la plus rationnelle de mettre fin à la pénurie de denrées alimentaires. Les mesures d'ordre pratique dont fait état le projet de résolution commun, notamment au troisième paragraphe du dispositif, auront de très heureux résultats en favorisant le développement économique et en contribuant à augmenter la productivité de l'agriculture des pays insuffisamment développés.

6. Les deux projets de résolution portent sur deux problèmes très importants qui se sont toujours posés en Iran. La délégation iranienne prend acte avec intérêt des mesures que l'Organisation des Nations Unies a prises depuis 1950 pour étudier les problèmes qui se posent aux pays insuffisamment développés. M. Kazemi est entièrement d'avis que, comme le Secrétaire général l'a écrit dans son rapport intitulé *La réforme agraire — les défauts de la structure agraire qui entravent le développement économique* (E/2003/Rev.1), le caractère désuet de la structure agraire des pays insuffisamment développés constitue le principal obstacle auquel se heurte le développement économique. Cependant, on a dit fréquemment que toute réforme efficace de la structure agraire doit s'intégrer dans un programme de développement économique cohérent et coordonné.

7. La réforme agraire ne consiste pas en une simple redistribution des terres. L'Iran a acquis une certaine expérience à cet égard. Peu avant 1940, le Gouvernement iranien a procédé, dans deux provinces, à une redistribution des terres de caractère limité. Les résultats n'ont pas été satisfaisants, car les nouveaux propriétaires ne disposaient pas des éléments nécessaires, tels que les ressources financières de l'assistance technique, pour cultiver leurs terres de façon efficace. Il est donc clair qu'à moins d'être accompagnée d'une assistance financière et technique, la redistribution des terres risque même d'être nuisible à la production agricole.

8. Pour améliorer le sort des paysans, il faut élaborer très soigneusement les lois nécessaires et déboursier

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

des sommes considérables. Peu de pays insuffisamment développés sont en mesure de dépenser de grosses sommes à cet effet. Cependant, depuis la guerre, l'Iran s'est sincèrement efforcé d'améliorer son agriculture. Ce pays a dressé en 1949 un plan de développement économique qui avait une portée limitée et qui devait être appliqué sur une période de sept ans. Sur un crédit total de 700 millions de dollars, ce plan prévoyait l'affectation de 165 millions à l'irrigation, à la conservation et à l'assainissement des terres ainsi qu'à la création d'institutions de crédit rural et de coopératives agricoles. Toutes ces mesures sont certainement de nature à donner des résultats positifs. Cependant, étant donné la situation financière du pays, on n'a pu les appliquer que de façon partielle.

9. Le Gouvernement de l'Iran a toutefois décidé que la redistribution immédiate des terres, formule peut-être inapplicable, ne constituait pas la seule solution possible. En vertu d'un décret qu'il a promulgué en août 1952, chaque propriétaire terrien est contraint de remettre 20 pour 100 de sa part de la récolte, cette quantité devant être partagée également entre le cultivateur et le conseil de village. Les fonds ainsi acquis par le conseil de village sont utilisés pour améliorer le bien-être de la collectivité et pour accorder des prêts aux paysans nécessiteux. Le gouvernement a adopté un autre programme d'importance encore plus fondamentale: il a décidé de redistribuer les terres appartenant à la Couronne et de les vendre aux paysans sans terres. Ce programme a déjà été exécuté dans quatorze villages qui appartenaient autrefois à la Couronne et 933 cultivateurs sans terres ont reçu chacun de 6 à 8,5 hectares de terres.

10. En outre, des coopératives agricoles ont été créées, une banque de développement au capital d'un million de dollars a été établie et les émissions de Radio-Téhéran consacrées aux conseils techniques sur la productivité agricole sont diffusées au moyen de haut-parleurs installés dans les villages. La délégation de l'Iran n'ignore pas qu'il est nécessaire de prendre des mesures encore plus énergiques pour instaurer en Iran un système social meilleur et plus moderne, mais il faut, pour appliquer de telles mesures, des ressources financières énormes. La délégation iranienne espère, malgré le fait que les discussions de la Commission n'aient abouti jusqu'ici qu'à très peu de résultats pratiques, qu'une solution sera bientôt trouvée au problème du financement du développement économique.

11. C'est dans cet esprit qu'elle votera pour les deux projets de résolution présentés à la Commission. Elle votera également en faveur de l'amendement des Etats-Unis (A/C.2/L.187).

12. M. UMARI (Irak), répondant au représentant d'Haïti, dit que ni sa délégation ni celle de l'Arabie saoudite n'avaient eu l'intention de soulever la question de la réforme agraire en Afrique du Nord. Il n'aurait pas abordé ce sujet si le représentant de la France n'en avait pas parlé le premier; mais il lui était impossible d'accepter la déclaration du représentant de la France selon laquelle la situation en Afrique du Nord est, en ce qui concerne la réforme agraire, très satisfaisante.

13. M. STANOVNIK (Yougoslavie) dit que le rapport du Secrétaire général sur la réforme agraire,

le rapport de la FAO et la discussion qui s'est déroulée à la Commission sur la question montrent clairement que les revendications concernant la réforme agraire ont atteint des proportions considérables et que l'on déploie de grands efforts pour mettre celle-ci en œuvre. La réforme agraire est sans aucun doute l'un des maillons les plus importants de la chaîne du développement économique. Il ressort clairement des débats de la Commission relatifs aux rapports entre les prix des matières premières et ceux des articles manufacturés que si les pays insuffisamment développés ne veulent pas rester, sur le marché mondial, dans une position d'infériorité, ils devront modifier la nature de leurs exportations. Ces pays doivent s'industrialiser pour mettre fin à leur structure économique fondée sur une production unique, mais, pour rendre l'industrialisation possible, il est nécessaire d'accroître la production de denrées alimentaires, de mécaniser l'agriculture et d'entreprendre de nouvelles cultures industrielles. Toutes ces mesures relèvent de la réforme agraire.

14. La réforme agraire trouve sa justification historique dans le fait que tous les pays insuffisamment développés s'efforcent actuellement de la mettre en application. La FAO a indiqué que, dans les pays insuffisamment développés, la population augmente chaque année de 1,5 pour 100, tandis qu'au cours des quinze dernières années la production agricole n'a augmenté chaque année que de 0,7 pour 100. En prenant pour base 100 la production moyenne des années 1934-1938, la production agricole mondiale a atteint en 1950-1951 l'indice 109. L'augmentation de la production a surtout eu lieu en Amérique du Nord, tandis que la production agricole en Extrême-Orient n'a pas encore retrouvé son niveau d'avant-guerre. Ces constatations ont conduit un grand nombre d'hommes d'Etat à des conclusions malthusiennes, mais l'étude du problème à laquelle s'est livrée l'Organisation a montré que les Nations Unies sont énergiquement opposées à toute idée défaitiste.

15. Seule la réforme agraire, qui permettrait d'accroître la production agricole, peut régler les aspects sociaux et humanitaires du problème que pose la disparité entre les ressources alimentaires disponibles et la population. Mais la réforme agraire présente aussi un aspect politique. La situation retardataire de l'agriculture a pour conséquence l'exploitation effroyable des paysans par des groupes de grands propriétaires fonciers qui dilapident les modestes économies des paysans en produits de luxe et en spéculations stériles.

16. La question de la propriété foncière est l'élément essentiel de la réforme agraire mais elle ne constitue pas à elle seule tout le problème. On peut envisager la réforme agraire dans son ensemble comme la question de savoir sous quelle forme l'agriculture est organisée et comment, par l'emploi de stimulants, on pourrait produire de grandes quantités en utilisant le minimum de facteurs de production.

17. Parlant ensuite du cas de son propre pays, M. Stanovnik déclare que la Yougoslavie a commencé sa réforme agraire en effectuant un nouveau partage des terres. Les premiers changements s'étaient produits au cours du siècle précédent lorsque les domaines des propriétaires féodaux sont devenus la propriété indi-

viduelle des paysans. Cependant les grands propriétaires fonciers et les banques n'ont pas tardé à acquérir de plus en plus de terres. Au cours de la guerre de libération nationale et de la révolution populaire, la Yougoslavie a procédé à une nouvelle répartition des terres qui appartenaient aux grands propriétaires fonciers au profit des paysans.

18. Cependant ce nouveau partage des terres n'a pas permis à lui seul d'augmenter la production agricole. La superficie des exploitations agricoles restait trop petite pour permettre l'emploi de méthodes modernes et la production de surplus pour la vente. Même en 1950, alors que 14 pour 100 des fermes se trouvaient réunies en coopératives de travail agricole, 25,2 pour 100 des propriétés agricoles avaient une superficie de 2 hectares et 33,2 pour 100 une superficie de 2 à 5 hectares.

19. Les efforts faits en Yougoslavie pour améliorer l'agriculture n'ont pas tous donné de bons résultats. S'il est incontestable que les grandes exploitations collectives constituent la forme la plus rationnelle de production agricole, les faits ont montré que la propriété collective des terres ne garantissait pas toujours l'institution de relations socialistes sur ces terres. Les propriétés collectives placées sous la direction économique de l'autorité centrale qui applique un régime de travail salarié représentent une forme très dangereuse de bureaucratie. On s'est vite rendu compte que ces propriétés, qui réunissaient toutes les conditions économiques essentielles permettant une augmentation importante du rendement, n'ont pas répondu aux espoirs qu'on plaçait en elles, précisément en raison du système d'organisation centralisé. Le principe selon lequel l'ensemble de l'économie du pays est actuellement réorganisé, c'est-à-dire la direction de l'économie par les producteurs eux-mêmes, est actuellement appliqué avec succès dans les coopératives de travail agricole.

20. Les coopératives agricoles sont organisées sur le principe suivant: les agriculteurs qui vivent dans un village conservent les terres leur appartenant mais coordonnent leurs activités pour l'achat et la vente des produits et des outils, l'utilisation de pépinières communes, d'usines de transformation des denrées alimentaires, etc. A l'heure actuelle, il y a en Yougoslavie 7.581 coopératives qui réunissent 98 pour 100 des agriculteurs. La coopérative générale est une bonne forme d'organisation pour faciliter le progrès technique et c'est aussi une excellente école pour l'enseignement des méthodes coopératives grâce auxquelles la petite culture pourra évoluer peu à peu vers les formes les plus modernes de production. L'idée de la démocratisation des relations fondamentales dans l'agriculture, en d'autres termes le principe de l'autonomie économique, est à la base de tous les efforts entrepris actuellement pour réorganiser l'agriculture. La Yougoslavie a donc supprimé les contrôles de l'autorité centrale sur les coopératives et a mis fin à la planification centrale de la production agricole. Dans l'état actuel des choses, les coopératives travaillent en tenant compte des demandes du marché et les décisions sont prises en toute liberté par leurs membres.

21. Si la Yougoslavie a jusqu'à présent attaché la plus grande importance au développement industriel, elle ne méconnaît cependant pas la nécessité de faire de grands efforts économiques dans le domaine agricole.

Comme les travaux industriels de base sont maintenant, dans l'ensemble, prêts d'être achevés, la plus grande partie des nouveaux investissements pour l'année prochaine sera orientée vers l'agriculture. Outre les investissements en équipement nouveau et en engrais, la Yougoslavie se voit dans la nécessité d'entreprendre des travaux d'irrigation. A ce propos, l'orateur tient à dire combien a été précieuse l'aide fournie par la FAO au cours de la grave sécheresse dont vient de souffrir son pays. Pour exécuter ses plans d'irrigation, la Yougoslavie aura besoin d'une assistance internationale aussi bien technique que financière.

22. C'est parce que la Yougoslavie elle-même a dû surmonter toutes les difficultés inhérentes aux problèmes agraires que la délégation de ce pays approuve pleinement les projets de résolution dont est saisie la Commission. Lorsque l'on étudie le second paragraphe du dispositif du projet de résolution présenté par le Pakistan, il ne faut pas oublier que la réforme agraire est un élément essentiel du développement économique général d'un pays et qu'on ne saurait considérer qu'elle consiste simplement à redistribuer les terres. La délégation de la Yougoslavie approuve l'amendement proposé par le représentant de l'Australie pour ce paragraphe parce qu'il en définit les intentions de façon plus précise.

23. A la séance précédente, le représentant du Chili a mentionné, entre autres projets indispensables pour augmenter la productivité, l'introduction de techniques agricoles modernes, les grands travaux d'irrigation et la construction d'usines de transformation des produits alimentaires. Il est hors de doute que l'exécution de projets de ce genre excède les possibilités financières des pays insuffisamment développés et ne pourra se faire sans une aide financière extérieure.

24. La délégation de la Yougoslavie appuie le projet de résolution du Pakistan, étant entendu que le produit des emprunts publics internationaux que prévoit ce projet ne devrait pas servir à indemniser les gros propriétaires terriens ni être appelé à d'autres fins improductives. Le représentant de la Yougoslavie exprime l'espoir que, dans ses travaux, le Comité d'experts s'inspirera des échanges de vues qui ont eu lieu au sein de la Commission.

25. M. KATZ-SUCHY (Pologne) constate que deux années se sont écoulées depuis qu'à la demande de la délégation de la Pologne le problème de la réforme agraire dans les pays insuffisamment développés a été inscrit à l'ordre du jour des organes des Nations Unies. En adoptant à l'unanimité le projet de résolution présenté à l'origine par la Pologne à Paris, lors de la session précédente, l'Assemblée générale a montré que les délégations s'accordaient à reconnaître que l'on n'avait que trop tardé à prendre des mesures énergiques pour abolir les régimes fonciers anachroniques dans les pays insuffisamment développés. Ces régimes sont si imparfaits qu'ils maintiennent la productivité agricole à un niveau extrêmement bas, privent ces pays des moyens de développer leur économie et abaissent le niveau de vie de l'ensemble de la population, dont le pouvoir d'achat ne suffit pas à stimuler le développement industriel. L'inertie de la demande effective chez la population rurale influe sur le revenu des travailleurs employés dans d'autres branches; ceux-ci consomment alors moins qu'il ne le

faudrait pour favoriser l'expansion de la production agricole. Un cercle vicieux est ainsi engendré, et, lorsque certains orateurs ont affirmé au cours des débats de la Commission que des réformes radicales avaient été entreprises, il est manifeste que le problème n'a rien perdu de la gravité qu'il avait il y a deux ans.

26. Les renseignements statistiques sur le régime foncier des pays insuffisamment développés font généralement défaut, mais les quelques chiffres dont on dispose illustrent abondamment les conditions du régime foncier et l'influence néfaste que continuent à exercer les impérialistes étrangers qui exploitent cette situation pour étendre leur domination et accroître leurs profits.

27. Examinant les conditions qui règnent dans l'Amérique latine, M. Katz-Suchy dit qu'il a lu dans un ouvrage intitulé *La géographie de la faim* de M. de Castro, Président du Conseil exécutif de la FAO, que les terres en culture au Brésil ne représentent que 2 pour 100 de la superficie de ce pays et que les terres exploitées en vue de la production de denrées alimentaires ne représentent que 1 pour 100 de cette superficie. Les résultats du recensement récent permettent d'expliquer cette anomalie. Ils révèlent que 27.000 entreprises agricoles de plus de 1.000 hectares sont propriétaires de 48 pour 100 des terres, alors que les petites exploitations agricoles, qui représentent 75 pour 100 de l'ensemble des entreprises de culture, ne possèdent que 11 pour 100 des terres. En Argentine, les exploitations de plus de 1.000 hectares, qui ne représentent en nombre que 7 pour 100 des entreprises agricoles, possèdent 80 pour 100 de l'ensemble des terres, alors que les petites entreprises n'en possèdent que 3 pour 100. En Equateur, au Chili et au Venezuela, les pourcentages sont du même ordre.

28. L'agriculture de l'Amérique latine a eu beaucoup à souffrir également de la pénétration des capitaux des monopoles des Etats-Unis. A Porto-Rico, 80 pour 100 des terres arables appartiennent à des sociétés sucrières américaines et la situation est sensiblement la même à Cuba. Ces pays ont donc été contraints d'abandonner la production de denrées alimentaires pour se livrer à la culture des produits d'exportation. L'ouvrage déjà mentionné indique que la monoculture et le régime des grandes propriétés sont les deux grands fléaux de l'Amérique latine. Son auteur expose le rôle néfaste qu'a joué dans le passé la pénétration des capitaux des monopoles des Etats-Unis en Amérique centrale. Ces facteurs continuent à entraver le progrès économique et social auquel aspirent les peuples de l'Amérique latine. M. Katz-Suchy renvoie à un ouvrage du professeur Seymour Harris, intitulé *Economic Problems of Latin America* (Problèmes économiques de l'Amérique latine), qui décrit la condition servile du prolétariat agricole. En Bolivie également, par exemple, le régime de l'agriculture resté essentiellement féodal est caractérisé par le système du péonage, qui équivaut pratiquement au travail forcé.

29. En Extrême-Orient, la situation est à peu près identique. La structure du système de production agricole a été bouleversée par l'intervention des capitaux étrangers et la fragmentation de la petite propriété paysanne a encore aggravé la situation de la population rurale. En outre, des sociétés étrangères se sont assurées la possession de grandes étendues de terres arables pour se livrer à la culture de produits destinés

à l'exportation, comme par exemple en Malaisie. Dans l'Inde et au Pakistan où la domination britannique a pris fin, le régime agraire, féodal et anachronique, subsiste intégralement. La majorité de la population rurale est composée de fermiers qui ne sont pas propriétaires et qui ont souvent à payer en fermages jusqu'à 60 pour 100 de leurs récoltes. Bien que la population ait augmenté, la superficie cultivée est restée la même, alors qu'il y a des possibilités certaines de l'augmenter.

30. Dans les pays du Moyen-Orient, la structure du régime agraire est également semi-féodale. M. Katz-Suchy cite le rapport du Secrétariat sur la réforme agraire qui signale les conditions exorbitantes faites aux métayers en Syrie.

31. Dans les colonies et dans les Territoires sous tutelle, le régime agraire est encore plus défectueux et la situation de la population rurale plus déplorable. En Rhodésie du Sud, 1.500.000 Africains sont parqués sur 20 millions d'acres de terres médiocres, alors que 100.000 colons européens occupent 50 millions d'acres de bonnes terres. Ces proportions sont sensiblement les mêmes au Kenya et au Tanganyika.

32. Il est évident que de telles situations contribuent à l'abaissement des niveaux de vie de la population rurale. Le rapport de la FAO pour l'année en cours indique que la quantité moyenne de produits alimentaires par habitant est en voie de stabilisation à un niveau inférieur à celui des années d'avant-guerre. Les céréales constituent encore l'aliment principal dans les régions insuffisamment développées. Dans l'Inde et à Ceylan, par exemple, la sous-alimentation est un phénomène courant et l'apport journalier moyen de calories est très faible. Le rapport souligne encore que ce régime alimentaire, mal équilibré, explique l'existence de différentes maladies caractéristiques d'une déficience physique telles que la pellagre, qui, en Egypte, par exemple, sévit aussi bien parmi la population rurale que parmi la population urbaine. Le taux élevé de mortalité parmi les jeunes enfants de l'Afrique, de l'Amérique centrale et de l'Asie est dû à un régime alimentaire défectueux.

33. M. Katz-Suchy déclare que les faits qu'il a cités suffisent à montrer qu'il importe de prendre promptement des mesures décisives en vue d'améliorer la condition des populations des régions insuffisamment développées. Il passe en revue les recommandations contenues dans le projet de résolution sur la réforme agraire (A/C.2/L.82)¹ que la délégation de la Pologne avait présenté à la session précédente de l'Assemblée générale. L'expérience acquise par les pays qui ont entrepris d'importantes réformes agraires montre bien que de telles mesures sont indispensables pour accroître le rendement agricole et améliorer la situation de la population rurale. Ceci est vrai pour la Pologne qui, avant la guerre, avait toutes les caractéristiques d'un pays insuffisamment développé. En Pologne, à cette époque, la proportion de paysans qui ne possédaient pas de terres était très élevée, les fermages étaient exorbitants et le niveau de production extrêmement bas. La réforme agraire qui a été appliquée a radicalement modifié la structure du régime foncier. Six

¹ Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, Annexes*, point 26 de l'ordre du jour, documents A/C.2/L.82 et A/2052.

millions d'hectares de terres ont été distribués à environ un million de familles paysannes. La réforme agraire et l'industrialisation qui a suivi ont permis d'employer dans l'industrie d'importantes sections de la population rurale. En 1950-1951, la superficie de terres arables par agriculteur a augmenté de 50 pour 100. De nouvelles lois ont permis de garantir la jouissance des terres et des crédits à faible intérêt ont été mis à la disposition des cultivateurs. L'utilisation d'engrais et la production de machines agricoles se sont largement développées. Malgré les dommages causés par la guerre, le rendement par hectare pour les principales récoltes est maintenant supérieur à celui d'avant-guerre.

34. Il en est résulté une amélioration importante du niveau de vie de la population rurale, une augmentation de la consommation de denrées alimentaires et un accroissement de l'utilisation des textiles, des matériaux de construction et du charbon. L'analphabétisme a disparu et actuellement la jeunesse des régions rurales a librement accès à toutes les professions. En outre, la réforme agraire n'a pas été une entreprise isolée; elle a fait partie d'un plan général de développement économique. Il a donc été possible de réaliser de rapides progrès en agriculture, progrès qui, à leur tour, ont contribué à accélérer le développement de l'industrie lourde et à relever le niveau culturel, social et économique de l'ensemble de la population.

35. La réforme agraire qui a été entreprise en Pologne, dans d'autres démocraties populaires et dans la République populaire de Chine prouve que la suppression du régime agraire féodal et semi-féodal est l'une des conditions indispensables du développement économique et du progrès social.

36. C'est pourquoi la délégation de la Pologne estime qu'il convient d'accorder une priorité absolue à la question de la réforme agraire dans les pays insuffisamment développés. Si l'on veut véritablement réaliser des progrès, ces pays doivent mettre en œuvre sans retard les recommandations de la résolution 524 (VI) adoptée par l'Assemblée générale. La réforme agraire ne doit cependant pas consister uniquement en mesures administratives. Elle doit avoir une portée plus vaste, car l'abolition d'un système agricole désuet est étroitement liée à la libération de nouvelles forces sociales qui jusqu'ici n'ont pu jouer leur rôle dans la vie des pays insuffisamment développés.

37. Au cours de la 225ème séance, le représentant des Etats-Unis a cité les paroles prononcées par M. Acheson au sujet de l'importance de la réforme agraire, mais il est bien connu que la politique internationale des Etats-Unis a pour objet principal d'étendre l'empire du capital américain. L'attention fiévreuse que ce pays porte subitement à la réforme agraire ne vient pas de ce que les Etats-Unis se préoccupent des intérêts des pays insuffisamment développés. Les impérialistes, qui voient combien la réforme agraire est populaire, prennent peur et s'y associent de façon qu'elle s'effectue dans une direction qui empêchera tout progrès réel et servira leurs propres fins. La lutte pour les réformes agraires n'est qu'un épisode de la bataille menée par les pays insuffisamment développés contre l'impérialisme étranger pour obtenir une entière indépendance politique et économique. Dans ce combat, l'Organisation des Nations

Unies doit lutter aux côtés des populations des régions insuffisamment développées. Si elle ne le faisait pas, cela équivaldrait à renier la Charte.

38. En ce qui concerne les projets de résolution dont est saisie la Commission, la délégation de la Pologne estime que le texte présenté par le représentant du Pakistan (A/C.2/L.158/Rev.1) ne tient pas compte de la nécessité urgente de réaliser une réforme agraire et s'occupe uniquement des incidences financières du problème. Il semble indiquer que la réforme agraire dans les pays insuffisamment développés ne pourrait s'accomplir sans aide financière de l'étranger; la délégation de la Pologne estime que l'adoption d'une thèse semblable peut retarder la solution pratique du problème, notamment en raison du caractère de la politique suivie actuellement par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et de l'influence exercée d'une façon générale par les capitaux étrangers dans les pays insuffisamment développés. Toutefois, la délégation de la Pologne ne votera pas contre le projet de résolution parce qu'elle reconnaît la nécessité d'effectuer une réforme agraire dans les pays insuffisamment développés.

39. La délégation de la Pologne appuiera le projet de résolution commun (A/C.2/L.160/Rev.1) parce que le texte donne une évaluation exacte de la situation actuelle de la production agricole dans les pays insuffisamment développés et représente une tentative pour résoudre le problème qui consiste à augmenter la superficie des terres cultivées. Elle appuie en particulier la recommandation qui figure au premier paragraphe du dispositif.

40. M. Katz-Suchy termine en soulignant la nécessité de passer du stade des études et des recommandations à celui de l'action dans le domaine pratique.

41. M. LEPRO (Uruguay) rappelle que, selon l'histoire, le besoin qui pousse les hommes à s'assurer la nourriture et la richesse a toujours été un agent puissant de progrès pour l'humanité, et déclare que l'un des objectifs de l'Organisation des Nations Unies est de transformer le globe en un monde où l'homme puisse vivre heureux. Le représentant du Chili, M. Santa Cruz, a dit un jour que l'appui dont les hommes d'Etat peuvent faire bénéficier les recommandations des Nations Unies est d'importance secondaire, mais que c'est par leur intermédiaire, du moins pendant la période initiale, que les Nations Unies doivent agir.

42. Par bonheur, tous les représentants sont d'accord pour estimer que la réforme agraire est d'une importance primordiale pour l'avènement d'un monde meilleur. Le représentant des Etats-Unis a cité une déclaration de M. Acheson pour étayer ce principe, et il ressort clairement des exposés qui ont été faits par de nombreuses autres délégations qu'elles aussi partagent cette façon de voir. Pour sa part, le représentant de l'Uruguay estime que les autorités nationales peuvent jouer un rôle très utile, et que, d'une façon générale, l'Organisation des Nations Unies a reçu des renseignements complets de la plupart des pays du monde pour l'aider à traiter ce problème. Personne ne doit se laisser impressionner par les déclarations de propagande qui sont faites à des fins politiques. Tout ce que les pays représentés au sein de l'Organisation des Nations Unies — et aussi les pays qui n'y sont pas

encore représentés, comme l'Italie et le Japon — font pour favoriser le bien-être de leurs populations contribue à abattre les barrières de l'incompréhension et de la haine. L'accroissement du bien-être matériel rend les peuples plus réceptifs aux influences culturelles et leur permet ainsi de mieux se comprendre les uns les autres. Il est vrai, toutefois, qu'une large fraction de la population du globe reste indifférente aux questions culturelles parce qu'elle ne connaît que la pauvreté et la faim. C'est à leurs dirigeants qu'il incombe de mettre fin à la pauvreté, à la sous-alimentation et à l'ignorance, et de permettre à ces peuples de participer davantage à la vie mondiale. Un grand nombre des discours qui ont été prononcés devant la Commission ont montré que les gouvernements entendent poursuivre cette tâche avec ardeur.

43. La liberté de l'information est importante, mais il faut reconnaître, si l'on a le sens des réalités, qu'avant de pratiquer les bienfaits de la culture il est indispensable de satisfaire les besoins alimentaires. Il apparaît aussi clairement qu'au milieu d'une situation aussi diversifiée et aussi complexe que l'est celle du monde aujourd'hui, l'Organisation des Nations Unies ne peut pas prétendre établir des plans uniformes et rigides. Ce fait a été reconnu par le Conseil économique et social dans sa résolution 370 (XIII) en date du 7 septembre 1951. Le même point de vue a été exprimé par le représentant de la Grèce au cours de la 147^{ème} séance de la Deuxième Commission, lorsqu'il a déclaré que les projets doivent présenter un intérêt local ou avoir un avantage direct pour la population. Les autorités nationales ont pour tâche d'aider les populations à prendre des mesures positives pour améliorer leur propre bien-être. C'est dans cet esprit que la résolution du Conseil économique et social dont il vient de parler a recommandé aux gouvernements d'instituer des réformes agraires appropriées dans l'intérêt des agriculteurs sans terres ainsi que des petits et moyens cultivateurs.

44. Comme son collègue, M. Quadros, l'a déclaré en 1951, le régime foncier ne constitue pas en Uruguay une question particulièrement urgente. Toutefois, le Gouvernement uruguayen estime que la répartition équitable des terres est un principe de justice sociale. Au cours de l'avant-dernière séance, les représentants du Pakistan, de l'Égypte, de la Chine et d'autres pays encore ont souligné que leurs pays respectifs étaient en train d'agir pour fractionner les grandes exploitations agricoles.

45. Le Gouvernement uruguayen adopte actuellement des mesures fiscales de plus en plus strictes afin de rendre difficile le maintien des grandes propriétés particulièrement celles dont le rendement est le plus faible et celles qui appartiennent à des propriétaires absentéistes, mettant ainsi en œuvre l'alinéa *g* du paragraphe 3 de la résolution 370 (XIII) du Conseil économique et social. On ne compte en Uruguay que 71 propriétés de plus de 10.000 hectares et elles apportent toutes une contribution de forme variable à l'économie nationale, par exemple en produisant de grandes quantités de viande et de laine. 82 pour 100 des terres sont consacrées à l'élevage du bétail, 7,6 pour 100 à l'agriculture et 2,8 pour 100 aux exploitations forestières. Les terres improductives ne représentent que 5,4 pour 100. Le représentant de l'Uru-

guay ne peut donc comprendre comment l'on a pu évoquer les déserts tragiques de l'Amérique latine.

46. La législation uruguayenne réserve une place importante aux rapports entre propriétaires et fermiers. Le Parlement uruguayen étudie en ce moment un projet de loi aux termes duquel les prix des denrées peuvent être fixés périodiquement en fonction du rendement des terres. Une compensation est ainsi établie entre les intérêts du propriétaire et ceux du fermier, qui n'a pas à se préoccuper des mauvaises récoltes. Contrairement à ce qu'a affirmé le représentant de la Tchécoslovaquie, il n'existe pas en Uruguay d'exploitations du type visé à l'alinéa *p* du paragraphe 3 de la résolution 370 (XIII) du Conseil économique et social.

47. Lors de la sixième session de l'Assemblée générale², le représentant de l'Uruguay, M. Mattos, a exposé devant la Deuxième Commission comment la réforme agraire s'effectuait en Uruguay, et il a parlé du développement du crédit agricole, du rôle des coopératives et de la fixation de salaires minima pour les travailleurs agricoles; on peut ajouter à cela la loi sur les pensions pour tous les travailleurs agricoles. Ce même représentant a parlé en détail de l'Institut de colonisation (Instituto de colonización), qui poursuit, dans des conditions d'autonomie complète, la même politique agraire que les Gouvernements italien et japonais, dont le représentant des États-Unis a fait mention au cours de la 225^{ème} séance.

48. Une innovation importante dans le domaine législatif est le plan d'amélioration de base pour le développement de l'agriculture, particulièrement en ce qui concerne les trois points principaux suivants: les pâturages, l'alimentation en eau et les zones montagneuses. Le plan vise à accroître la production de la laine, de la viande et du cuir, qui représente 80 pour 100 des exportations du pays et couvre les besoins du marché intérieur. Le plan de développement des pâturages est conforme aux recommandations spécifiques qui ont été formulées par la Mission technique de la Banque internationale et par la FAO. L'amélioration de l'alimentation en eau permettra d'assurer une distribution d'eau suffisante pour irriguer tous les pâturages. Dans les zones montagneuses, on effectue actuellement des plantations d'arbres afin d'abriter le bétail. Le Gouvernement uruguayen fournit 53 pour 100, et la Banque internationale 47 pour 100, des fonds nécessaires pour couvrir les dépenses afférentes au plan. Il est prévu que les investissements s'élèveront à 174.175.000 pesos. La totalité du prêt consenti par la Banque internationale sera utilisée pour payer les importations de fil de fer, d'équipement spécial et de matériel d'irrigation. Sans se trouver dans la situation tragique des contrées arides, l'Uruguay ne perd pas de vue combien il importe que la terre reçoive toute l'eau nécessaire pour qu'elle puisse pourvoir aux besoins de l'homme.

49. Se conformant aux recommandations formulées dans les rapports de la FAO et de la Banque internationale, l'Uruguay a détaché des techniciens auprès des centres organisés sous les auspices de ces deux institutions. Les améliorations envisagées dans le plan seront entreprises grâce à des emprunts à faible intérêt.

² Ibid., Deuxième Commission, 176^{ème} séance.

50. Des mesures sont également prises afin d'intensifier la campagne contre les maladies du bétail. La fabrication de vaccins dans tout le pays a été autorisée; les pouvoirs publics aideront la Commission nationale d'amélioration de la race ovine afin de lui permettre d'accroître la production de laine de 20 pour 100 en trois ans.

51. L'amélioration des pâturages, de l'alimentation en eau et la transhumance régulariseront et rendront moins onéreuse la production de la viande. Le plan a pour objectif final l'amélioration de la production de l'élevage, la réduction des effets de la sécheresse, l'emploi d'engrais et de semences améliorées et la protection du bétail contre les intempéries. Comme le représentant de l'Uruguay l'a souligné récemment devant l'Assemblée générale³, le revenu national de l'Uruguay et des pays qui ont les mêmes caractéristiques rend possible l'accumulation d'une épargne nationale et la formation de capitaux nationaux, et ces pays ont la possibilité de se procurer les sommes nécessaires pour leur développement économique grâce à l'aide de la Banque internationale. Le Gouvernement uruguayen a l'intention d'investir en cinq ans une somme de 164.165.000 pesos.

52. Le représentant de l'Uruguay appuie le projet de résolution commun (A/C.2/L.160/Rev.1) ainsi que l'amendement des Etats-Unis (A/C.2/L.187), car il considère que ces textes correspondent aux normes fixées par l'Organisation des Nations Unies. En ce qui concerne le financement, il estime que la Banque internationale est à même de satisfaire les besoins correspondants.

53. M. VARTALITIS (Argentine) déclare que le Gouvernement de l'Argentine fonde sa politique foncière sur des principes de justice et d'humanité. La législation foncière a pour but de protéger les familles et les ouvriers agricoles et prévoit que ces ouvriers peuvent devenir propriétaires de la terre qu'ils cultivent. Le Gouvernement de l'Argentine cherche par là à faire profiter l'ensemble des habitants des richesses et des produits du sol.

54. Le gouvernement s'est rendu compte qu'il lui fallait se défaire de ses vastes propriétés au profit des habitants et a, en conséquence, élaboré une législation relative aux terres du domaine public. Mais ces terres doivent être morcelées en parcelles propres à la culture, selon un plan qui tienne compte à la fois de la nature du sol, de la situation du terrain, des possibilités d'amélioration et d'autres facteurs qui permettraient à une famille d'agriculteurs de subvenir à ses besoins et l'encourageraient à accroître la productivité de la terre. Le gouvernement considère donc l'unité familiale qui exploite ses propres terres comme un élément essentiel de sa politique. Afin de mettre en œuvre ce plan, le gouvernement a accordé des avantages aux fermiers qui désiraient acquérir des terres et a octroyé 12.000 titres de propriété à des familles d'agriculteurs après leur avoir consenti les crédits nécessaires à l'achat.

55. En vertu du premier plan gouvernemental, qui portait sur les années 1947 à 1951, un million d'hectares environ ont été répartis entre les agriculteurs, contre 55.000 hectares de 1941 à 1946. Les pouvoirs publics

se proposent d'intensifier encore dans les années à venir ce programme de distribution des terres, notamment à l'égard des terres sur lesquelles un système d'irrigation est déjà construit, en voie de construction ou à l'étude. Le montant des prêts à l'agriculture consentis par le gouvernement est passé de 400 millions de pesos en 1945 à 2.900 millions de pesos en 1951. Le gouvernement encourage la création des coopératives agricoles. Au cours des cinq dernières années, les prêts aux coopératives se sont élevés à 1 milliard de pesos et ce chiffre ne cesse d'augmenter. Le nombre des coopératives s'est accru régulièrement pendant la même période; il y a maintenant plus de 700 coopératives qui comptent plus de 200.000 membres.

56. M. Vartalitis votera en faveur du projet de résolution commun, de l'amendement des Etats-Unis à ce projet et du projet de résolution du Pakistan. Ces textes soulignent l'importance de la réforme agraire et insistent sur la nécessité d'intensifier la production agricole; les recommandations qu'ils contiennent correspondent à la politique agraire de l'Argentine.

57. Si l'on se place à un point de vue plus général, la diversification des économies nationales et le développement économique des pays insuffisamment développés favoriseraient la réforme agraire car ils entraîneraient un accroissement de la production moyenne en augmentant le pouvoir d'achat des pays dans lesquels la consommation est actuellement insuffisante. Il est essentiel aussi de favoriser le libre échange international des produits agricoles si l'on veut voir augmenter le rendement agricole et le revenu national des pays insuffisamment développés.

58. Pour conclure, M. Vartalitis répond aux paroles que le représentant de la Pologne a prononcées au sujet de la réforme agraire en Argentine en faisant état des renseignements tirés de l'ouvrage intitulé *La géographie de la faim*. Le représentant de l'Argentine déclare que l'auteur de cet ouvrage n'a pas consulté de renseignements complets et récents sur l'Argentine. C'est pourquoi les chiffres cités par le représentant de la Pologne ne correspondent pas à la réalité. Par exemple, les chiffres concernant la proportion des terres qui appartiennent à un petit groupe de propriétaires ne sont pas les chiffres actuels puisque l'Argentine a morcelé les grandes propriétés rurales. En outre, il convient de faire observer qu'une grande partie des terres en question sont des pâturages et doivent avoir une étendue plus grande que n'en ont les parcelles habituellement réservées à l'exploitation agricole.

59. M. DIAS CARNEIRO (Brésil) signale que l'étude de M. Smith intitulée *The Brazilian People and their Institutions*, qui a paru en 1951, contient des renseignements beaucoup plus récents et beaucoup plus dignes de foi que les statistiques citées par le représentant de la Pologne. Certaines difficultés liées à des questions d'hygiène empêchent le Brésil de procéder à la réforme agraire aussi rapidement qu'il le souhaiterait; toutefois, cette réforme progresse lentement et sûrement et le gouvernement s'efforce de ne pas commettre l'erreur de distribuer des terres sans tenir compte de la main-d'œuvre disponible.

60. M. Dias Carneiro n'est pas d'accord avec le représentant de la Pologne lorsque celui-ci affirme que les conditions arriérées qui règnent au Brésil sont dues à l'exploitation à laquelle se livrent les monopoles des

³ Ibid., septième session, Séances plénières, 384ème séance.

Etats-Unis. Il faut tenir compte d'importants facteurs d'ordre juridique, social et matériel qui existaient et existent encore au Brésil. Pour procéder immédiatement à une réforme agraire radicale il faudrait confisquer les terres et expulser les propriétaires.

61. M. BLUSZTAJN (Pologne) remercie les représentants de l'Argentine et du Brésil d'avoir donné des éclaircissements sur la structure agraire de leur pays. Il est difficile de se procurer des statistiques récentes sur les régimes agraires, mais, si les chiffres cités par M. Katz-Suchy sont peut-être un peu dépassés, ils n'en donnent pas moins certaines indications sur l'ampleur du problème.

62. M. ABDELRAZEK (Egypte) explique que l'Egypte n'est pas le seul pays où la pellagre existe à l'état endémique; elle est endémique dans divers pays insuffisamment développés. Si la Pologne devait être touchée par cette maladie, elle bénéficierait, à n'en pas douter, de l'assistance d'une mission médicale égyptienne.

63. Au cours de la séance précédente, le représentant du Chili a souligné l'importance des moyens de transport. Les auteurs du projet de résolution commun (A/C.2/L.160/Rev.1) n'ont pas intentionnellement passé les transports sous silence, mais il était difficile

de mentionner tous les divers aspects de la réforme agraire dans un texte de résolution.

64. Afin de faire mieux comprendre le système de la réforme agraire en Egypte, M. Abdelrazek explique que le droit coranique n'interdit pas la réforme agraire; il vise au contraire à assurer le bien-être, la liberté et l'égalité de tous les citoyens. Il prie le représentant de la France de croire que ce n'est nullement la haine de la France ou du peuple français qui a inspiré ses déclarations ou celles des représentants de l'Irak et de l'Arabie saoudite, mais seulement l'espoir de voir la Tunisie devenir bientôt un Etat souverain.

65. M. UMARI (Irak) est heureux de voir l'intérêt que le représentant de la Pologne porte à son pays; toutefois, ses remarques sur les mauvaises conditions qui, selon lui, sont celles de l'agriculture dans le sud de l'Irak semblent prouver qu'il s'est insuffisamment documenté. On peut également se demander si ces remarques étaient à propos. La Commission n'a pas oublié les renseignements que sa délégation a fournis au sujet de la réforme agraire en Irak et qui auraient dû empêcher le représentant de la Pologne de se lancer dans des généralisations au sujet du sud de l'Irak.

La séance est levée à 17 h. 50.